

## Introduction

---

# La comparaison des grands systèmes : l'économie comme science sociale

*Bernard Chavance, Eric Magnin,  
Ramine Motamed-Nejad, Jacques Sapir*

La confrontation du capitalisme et du socialisme a représenté l'un des thèmes centraux de l'histoire du siècle qui s'achève. Si les visions contrastées de ces deux « ismes » majeurs ont en général dominé, de nombreuses représentations en miroir se sont succédées des années vingt à quatre-vingt. La fin des systèmes socialistes et les mutations en cours des systèmes capitalistes conduisent aujourd'hui à une remise en perspective des analyses historiques et théoriques et permettent un renouvellement de la réflexion sur l'émergence, l'évolution et la transformation des grands systèmes économiques dans l'histoire du temps présent.

### DEUX SIÈCLES DE COMPARATISME

Deux grandes phases peuvent être distinguées dans l'analyse comparative des grands systèmes économiques (Eckstein, 1970 ; Pryor, 1985). Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'économie politique classique, suivie par l'école historique allemande, formule différents schémas de succession des grandes formes économiques, des stades primitifs jusqu'à l'économie moderne, dont il s'agit de comprendre la spécificité. Ces théories des stades progressifs sont en général fondées sur un

critère unique : ainsi la production pour List, la consommation pour Bücher, la monnaie pour Hildebrand. Le schéma de la succession des modes de production de Marx se rattache à cette problématique évolutionniste. Mais la « conception matérialiste de l'histoire » possède, elle, une dimension systémique essentielle : les modes de production reposent sur l'interaction des forces productives et des rapports de production, ils constituent des complexes hiérarchisés de « rapports » (ou institutions), ils manifestent une vie quasi-organique (naissance, évolution, disparition). Plus généralement, la critique du capitalisme par les mouvements et les doctrines socialistes stimule dans les sciences sociales la comparaison implicite et explicite entre le capitalisme comme système économique en voie de généralisation et le socialisme comme système économique normatif, destiné à succéder au premier dans un avenir historique plus ou moins proche.

La seconde phase, celle du XX<sup>e</sup> siècle, prolonge les problématiques historicistes et évolutionnistes du siècle précédent, mais la formation des « systèmes socialistes » réels introduit une nouvelle dimension à la grande comparaison. Le débat Hayek-Lange dans les années trente formule abstraitement plusieurs questions fondamentales : coordination et rationalité, rôle des prix, centralisation et décentralisation des décisions, efficacité respective des systèmes capitaliste et socialiste. L'analyse comparative des systèmes économiques est introduite comme discipline académique dans les années vingt aux États-Unis, sous l'influence de Commons ; en France, elle prendra à partir des années cinquante le titre de « Systèmes et structures » notamment inspiré de Perroux. Longtemps dominé par une approche idéologique contrastive et plutôt descriptive des deux grands systèmes, ce champ théorique s'affine dans les années soixante et soixante-dix (Grossman, 1967 ; Holesovsky, 1977 ; Neuberger, 1984). La distinction entre les systèmes réels, composites ou mixtes, et leurs modèles abstraits se précise : au lieu d'opposés polaires les systèmes historiques sont davantage conçus comme répartis sur un continuum. L'intérêt est alors concentré, à l'Ouest comme à l'Est, sur les relations entre les modes d'allocation ou de coordination (le marché et le plan). Une branche axiomatique et formalisatrice de l'analyse comparative se développe, qui s'éloigne des préoccupations institutionnelles et historiques traditionnelles dans la discipline et met l'accent sur les problèmes d'incitation et de prise de décision. Dans les années quatre-vingt, la réactivation de la tradition libérale occidentale ainsi que la crise de la pensée réformatrice dans le monde socialiste ramènent les approches contrastives sur le devant de la scène, tandis que le critère de la propriété reprend sa prééminence vis-à-vis de celui de la coordination. Enfin la disparition des systèmes économiques socialistes, par un effet similaire à leur formation originelle, conduit à une remise en perspective et à une réflexion rétrospective sur les rapports

historiques du couple systémique capitalisme-socialisme (Motamed-Nejad, 1999).

#### LE PARADIGME SYSTÉMIQUE

Les concepts de capitalisme et de socialisme sont donc fortement interdépendants, et inséparables de l'approche comparative en termes de grands systèmes économiques. Janos Kornai (2000) évoque un « paradigme systémique », dans lequel il range Marx, Mises et Hayek, Polanyi et Schumpeter, caractérisé par trois dimensions : l'idée que tous les systèmes ont leurs défauts propres, la méthode de la comparaison qualitative et une approche élargie par les « sciences sociales ». On peut ajouter que des traits essentiels d'un tel paradigme sont la relation forte qu'il établit entre l'histoire et la théorie économique, l'accent mis sur les institutions historiques et le lien posé entre ces dernières et les modes de développement à moyen et long termes. Les institutions *historiques* se distinguent des institutions *néo-classiques*, dans la mesure où ces dernières, longtemps considérées comme extérieures au champ de l'économie, sont dans les approches récentes réendogénéisées mais en conservant le plus souvent les postulats standards de rationalité et la problématique de l'efficacité : elles demeurent par conséquent dépourvues de véritable épaisseur historique.

Dans l'approche comparative des grands systèmes, les questions centrales sont donc celles de la formation, de l'interaction d'ensemble, de l'évolution et de la dissolution des institutions économiques, mais aussi des institutions non économiques qui conditionnent la vie économique. Les systèmes y sont interprétés en général comme de grandes configurations institutionnelles ou structurelles historiques évolutives. L'analyse systémique est centrée sur les méga-institutions davantage que sur les micro-institutions dont se préoccupe surtout le néo-institutionnalisme contemporain, elle privilégie aussi les arrangements interdépendants d'institutions sociales plus que les règles singulières considérées isolément.

Mais le concept de système est-il pertinent pour penser les grands « ismes » ? Pour certains auteurs, tel n'est pas le cas, ce concept n'étant pas adapté à ce qui constitue avant tout un processus, une dynamique – particulièrement le capitalisme. Le risque existe effectivement d'un emploi structuraliste ou statique du concept de système. D'autres auteurs ont toutefois recours à ce dernier, dans le sens de l'analyse systémique en général, qui est centrée sur les thèmes de la complexité, de l'interdépendance et de la régulation, en insistant sur une des dimensions du « système » qui est le jeu entre la permanence et le changement. Tout système évolue, tout en gardant son identité propre. Les deux approches évoquées sont d'ailleurs confrontées à la même

question : quel est l'élément commun aux diverses formes ou manifestations historiques du processus ou du système considérés, qui justifie que l'on emploie une même catégorie générale pour les caractériser ? Une question dérivée étant : quand et selon quels critères le processus ou le système envisagés peuvent-ils être considérés comme ayant clairement émergé ou comme s'étant éteint historiquement ? C'est la question de la formation et de la transformation des systèmes.

#### LA COMPARAISON COMME MÉTHODE

La comparaison qualitative (qui ne s'oppose pas à la comparaison quantitative, mais qui peut l'inclure en la dépassant) se distingue de la démarche axiomatique et formalisatrice qui domine la science économique. Elle est en conséquence parfois critiquée pour son manque de rigueur ou comme une faiblesse méthodologique (Ward, 1972). Cette différence d'approche semble un écho lointain du *Methodenstreit* qui opposa il y a un siècle Menger aux tenants de l'école historique. Le paradigme systémique en économie repose effectivement sur une conception de cette discipline comme science sociale, liée à l'histoire, et non sur sa définition comme science dure prenant comme modèle de scientificité la physique et les mathématiques (d'Autume, Cartelier, 1995). La méthode comparative, qui constitue depuis leur origine le fondement des sciences sociales, comme il est clair en sociologie, en politologie ou en anthropologie, est peut-être insuffisamment rigoureuse selon les critères standards de scientificité. Mais, outre les difficultés majeures rencontrées par le positivisme et l'axiomatisme (Lawson, 1997), qui fondent ces derniers, elle permet de poser des questions et d'aborder des problèmes que la science économique qui se veut « dure » ne peut traiter comme telle.

Les difficultés qui découlent néanmoins de cette approche sont liées au caractère complexe de l'objet considéré, le système économique, et aux problèmes de la méthode d'abstraction qui revêt ici une importance particulière : quelles sont les « bonnes abstractions » ? Les comparaisons entre différents systèmes nationaux, ou entre modèles idéal-typiques, supposent de mettre en regard des faits stylisés de même niveau d'abstraction, ou encore d'éviter la confrontation directe mal maîtrisée d'un système historique avec un modèle normatif, idéal. La délimitation du champ du comparable est un problème qu'affronte toute analyse comparative, autant dire qu'il est consubstantiel aux sciences sociales en général ; il est a fortiori central pour l'étude des systèmes économiques.

La mise en regard implicite ou explicite d'un système économique réel et d'un modèle normatif désincarné a longtemps constitué un biais de l'analyse

comparative, qu'Alec Nove critiquait comme l'exercice consistant à « comparing model with muddle ». Un tel biais s'exprimait de façon symétrique chez les défenseurs du socialisme qui opposaient aux réalités problématiques du capitalisme historique, la rationalité supérieure d'une économie (idéale) de propriété sociale et de planification parfaite, et chez les avocats du capitalisme qui jugeaient des tendances prosaïques du « socialisme existant » à l'aune du modèle de l'équilibre économique général et de ses vertus optimisatrices.

Ce problème s'est trouvé historiquement exacerbé par la polysémie croissante du terme « socialisme », qui désignait tantôt le modèle économique rationnel espéré et prévu par les mouvements sociaux anticapitalistes, tantôt la réalité historique des systèmes bâtis sur le modèle soviétique. La légitimation idéologique de ces derniers a en effet longtemps reposé sur une dialectique apologétique entre la réalité imparfaite et transitoire de l'économie socialiste, et son rapprochement futur du modèle idéal. Mais une dialectique semblable, quoique moins totalitaire, est à la base de la représentation de l'économie de marché dans la tradition de Walras, qui aborde le capitalisme réel à partir de son écart vis-à-vis du modèle pur, c'est-à-dire par son « imperfection » provisoire qu'un respect judicieux des conclusions de la science permettra à l'avenir de réduire. Il y a donc un jeu à certains égards similaire entre l'*être* historique et le *devoir-être* idéal, dans la représentation du capitalisme comme du socialisme, qui a fortement conditionné leur confrontation historique, théorique, idéologique<sup>1</sup>. Ici se manifeste encore la relation d'interdépendance et de détermination réciproque des deux grands systèmes, qui a marqué toute notre modernité historique.

La comparaison du capitalisme et du socialisme en tant que systèmes économiques conduit souvent les théoriciens à défendre l'un contre l'autre en opposant ses vertus immanentes aux défauts intrinsèques de son concurrent, voire en postulant l'interdépendance et le renforcement réciproque des effets systémiques bénéfiques au sein du système préféré, et néfastes dans le cadre du système critiqué. D'autres approches, moins naïves sans doute, ont nuancé ce contraste excessif : ainsi Schumpeter affirmait que les crises cycliques et les tensions qu'elles engendraient étaient le prix à payer pour l'amélioration de long terme que le capitalisme assurait pour le niveau de vie moyen de la population. D'autres encore ont comparé les deux grands systèmes comme comportant chacun ses défauts et ses qualités propres, et envisagé le système préféré (selon des normes diverses) à partir de conflits de valeurs, de dilemmes et de recherche de compromis : on peut notamment citer Kalecki et Brus en faveur du socialisme, Keynes et Kornai en faveur du capitalisme. Le paradigme

---

1. La doctrine de la « transition vers l'économie de marché », hégémonique lors de la première période consécutive à la fin des systèmes socialistes a pu parfois ressembler à une nouvelle version du biais comparatif, en quelque sorte selon l'image : « transition from muddle to model ».

systémique acquiert ici une connotation plus réaliste, alors que son interprétation radicalement contrastive pencherait vers une version idéaliste.

#### APPROCHES DU CAPITALISME ET DU SOCIALISME

Le concept général de capitalisme exprime une unité et une permanence, qui demeurent au-delà des transformations incessantes du contexte organisationnel et institutionnel, de la diversité des formes nationales ou des phases successives de ce système. Le capitalisme est-il caractérisé avant tout par la propriété privée, la coordination par le marché, le caractère monétaire de l'économie, le salariat, l'innovation entrepreneuriale, la recherche du profit, l'accumulation du capital, ou par une combinaison de certains de ces éléments ?

Le socialisme de son côté a été diversement défini par la propriété d'État, la planification centralisée ou la coordination bureaucratique, le caractère passif de la monnaie, la contrainte budgétaire lâche, l'économie de pénurie, le plein-emploi, la domination du politique sur l'économique. Quelle conceptualisation retenir, qui respecte la variété des formes historiques ?

En simplifiant quelque peu, trois grandes approches théoriques peuvent être distinguées dans l'analyse du capitalisme et du socialisme. La première met l'accent sur les agents et les motivations, elle privilégie l'idée de logique ou de tendance, susceptible de s'exprimer de diverses manières dans l'histoire : on la trouve en particulier chez des historiens comme Fernand Braudel. La dimension internationale ou transnationale du capitalisme, voire du socialisme, y est soulignée, le concept même de système y est relativisé voire mis en doute. La seconde démarche considère un système évolutif dont le développement historique passe par différents stades (ou formes successives, sans que cela suppose nécessairement l'idée de progression ni de régression, comme dans les versions téléologiques d'inspiration marxiste). Les formes successives peuvent constituer des strates qui coexistent au sein d'une totalité à dominance. Cette approche est le plus souvent fondée sur une représentation stylisée de l'évolution constatée dans l'économie nationale dominante ou hégémonique (Grande-Bretagne puis USA pour le capitalisme, Union Soviétique pour le socialisme). L'accent est mis sur le lien entre les institutions et les motivations des agents. La troisième conception est basée sur l'idée que capitalisme et socialisme constituent des ensembles de systèmes nationaux historiques. L'accent est ici mis sur les arrangements institutionnels. Cette approche insiste sur les systèmes économiques nationaux dans la mesure où l'État, la monnaie, le salariat, ont eu au cours des deux derniers siècles un fondement essentiellement national, dans les deux ensembles, nonobstant l'importance considérable des facteurs internationaux dans leur constitution et leur évolution.

La succession des phases ou la superposition des strates historiques, la variété des types nationaux, sont abordées de façon différente dans les diverses approches évoquées. En réalité il est permis de croire qu'elles se complètent ou qu'elles représentent des façons légitimes d'aborder un même objet complexe.

La question de la diversité des capitalismes nationaux est un thème relativement récent dans la littérature économique. Il apparaît dans les années soixante-dix et quatre-vingt avec l'affirmation de la spécificité de l'économie japonaise, puis se développe au cours des débats sur les capitalismes asiatiques, le rôle du modèle anglo-saxon, les conséquences de l'unification européenne, enfin les perspectives de la mondialisation et l'hypothèse controversée d'une convergence institutionnelle irréversible (Albert, 1991 ; Crouch, Streeck, 1996 ; Berger, Dore, 1996). Les voies différentes et même contrastées qu'empruntent les anciens pays socialistes dans leur transition au capitalisme, la diversité des configurations institutionnelles émergentes au sein de ces derniers (Magnin, 1999), soulignent aussi indirectement la variété des systèmes nationaux qui composaient autrefois la famille socialiste. Le problème conceptuel de la définition des grands systèmes est ainsi reposé à partir d'une prise en compte plus explicite de la diversité historique, ce qui met en relief une fois encore les thèmes méthodologiques de l'articulation de la théorie et de l'histoire, de la méthode d'abstraction et de la démarche comparative.

#### ÉCONOMIE ET POLITIQUE : SYSTÈME ET INTERACTION

Multidimensionalité et interdépendance constituent des thèmes essentiels du paradigme systémique, qui s'écarte nécessairement du réductionnisme exprimé par le critère « toutes choses égales par ailleurs ». Une illustration est donnée par les relations entre économie et politique. Le capitalisme est souvent défini comme un système économique, qui peut être analysé indépendamment de la sphère politique : tel est tout au moins la thèse dominante chez les économistes depuis Adam Smith. Avec l'émergence de ce système, l'économie s'autonomise du politique et du social, elle se « désencastre » (Polanyi, 1983) et impose sa logique à l'ensemble de la société. Marx voyait le politique comme une superstructure de l'économie, Weber – plus nuancé – évoquait toutefois l'interaction entre les facteurs économiques et politiques, tandis que Schumpeter (1974) posait les jalons d'une interprétation économique du jeu politique démocratique, que Becker ou l'école du *Public choice* pousseront beaucoup plus loin.

Mais l'étude du capitalisme comme système économique se révèle problématique si l'on fait complètement abstraction du champ politique. Janos Kornai (1999), par un retournement de l'approche comparative conventionnelle, propose un schéma d'analyse du capitalisme établi à partir de celui qu'il a

élaboré pour le socialisme, et pose pour ce premier système un bloc politico-idéologique à la base de la séquence principale de causalité qui se poursuit par le bloc de la propriété, le bloc de la coordination, etc. Robert Boyer<sup>2</sup> insiste de son côté sur le rôle de la démocratie et, en général sur le niveau du politique pour comprendre le capitalisme, ses évolutions, et la diversité de ses formes nationales contemporaines.

Quant au socialisme, il a fréquemment été caractérisé, en opposition au capitalisme, par la prédominance du politique sur l'économique, voire par l'absorption du second par le premier. Les débats autour du concept de totalitarisme et nombre de travaux sur la dynamique des états socialistes ont néanmoins fait ressortir l'autonomie relative spécifique de l'économique et du social, et l'interaction forte et assurément originale que ces derniers domaines y entretenaient avec la sphère politique. La crise puis la disparition finale de la plupart des systèmes socialistes, de même que le passage graduel au capitalisme de la Chine, ne peuvent s'expliquer en termes de domination du politique – ni non plus par une évolution indépendante de l'économie. Enfin le rôle essentiel des trajectoires politiques, des modalités de la transformation de l'État et des formes de sa légitimité dans la différenciation économique post-socialiste (Sapir, 1996 ; Chavance, 1998) souligne à son tour cette interdépendance complexe dont l'approche systémique comparative tente de rendre compte.

#### LES CONTRIBUTIONS

Maurice Aymard, dans « Le passé et le futur de deux illusions » (chapitre 1), observe que, de même qu'autrefois le socialisme, mais pour des raisons différentes, le capitalisme n'existe jamais comme système achevé. La force du capitalisme est d'être un « système » ouvert et toujours en devenir de tendances et de règles, qui réutilise les autres formes d'organisation de la production. Il a fait preuve d'une capacité d'expansion dont le socialisme s'est trouvé en définitive dépourvu. Passant par une multiplicité de formes historiques successives, marqué par une dynamique permanente et une grande plasticité, excédant toujours le cadre national, on ne peut l'identifier durablement. Le capitalisme ne cesse en fait d'être dépassé par sa propre histoire.

Dans le chapitre 2, « Vers un socialisme civil ? L'épreuve de la contrainte démocratique de différenciation de la société », Bruno Théret distingue trois grandes familles de systèmes socio-économiques : capitalistes, socialistes (étatistes) et « sociétalistes » (ou « socialistes civils »). Chacune peut être caractérisée par la domination de l'un des trois grands ordres de pratiques sociales (l'économique, le politique et le domestique) sur les deux autres. Si le

---

2. Dans un texte récent qui constituait une contribution au colloque dont le présent ouvrage est issu (Boyer, 1999).



capitalisme repose sur le principe de liberté et le socialisme étatiste sur celui d'égalité, le sociétalisme accorde une valeur supérieure à la solidarité réciproque. L'ordre domestique, au cœur de la société civile, offre un modèle d'alliance entre dette privée et dette sociale, et tend ainsi à s'émanciper des ordres économiques et politiques via les transformations de l'institution familiale. Le sociétalisme pourrait être l'aboutissement de ce processus d'émergence d'une société civile et offrirait ainsi une voie possible de dépassement du capitalisme.

Le chapitre 3, « Le socialisme garde-t-il une pertinence quelconque pour les sociétés post-communistes ? », repart de la perspective d'une évolution des économies de l'Est vers un socialisme de marché complet avancée par Włodzimierz Brus et Kazimierz Laski dans *From Marx to the Market* (1989). Cette tendance ne s'est pas réalisée, suite au caractère révolutionnaire du changement intervenu alors. Le socialisme en tant que système délimité a donc perdu toute pertinence pour ces sociétés. Mais comme les défauts du capitalisme justement relevés dans la tradition socialiste demeurent, un héritage partiel de cette dernière, dont on trouve l'écho dans l'opposition de la nouvelle « troisième voie » au néo-libéralisme, garde sa validité. Des politiques interventionnistes fondées sur la théorie de la demande effective représenteraient, y compris dans les pays post-communistes, la réponse adaptée pour humaniser et rendre plus efficace le capitalisme en tant que système imparfait, mais supérieur au socialisme.

Dans le chapitre 4, « Comment le capitalisme a remporté le conflit du siècle : le basculement des années 1956-1968 », Jean-Charles Asselain revient sur les années 1953-1968 et montre comment le socialisme, au cours de cette période, a perdu le « combat du siècle » qui l'opposait au capitalisme. Dans un premier temps, l'auteur retrace l'ascension rapide de la puissance soviétique après la seconde guerre mondiale, qui culmine au début des années soixante. C'est au cours de cette décennie de difficultés accrues pour l'Europe de l'Est, que la compétition Est-Ouest bascule en faveur des économies occidentales. Dans un second temps, l'auteur se livre à un réexamen critique des performances économiques du système soviétique qui, selon les sources faisant autorité, ne se dégraderaient qu'au cours des années quatre-vingt. Il propose un autre éclairage en mesurant les résultats du système soviétique en termes de produit final et non de productions intermédiaires.

Michael Ellman présente, dans « L'ascension et la chute de la planification socialiste » (chapitre 5), un historique de la planification de type soviétique, de ses prémisses théoriques à sa faillite ultime. Il analyse le décalage récurrent entre objectifs et résultats en soulignant le rôle de l'ignorance partielle, de ses causes et de ses conséquences, ainsi que l'importance de la dispersion des décisions dans une économie complexe, même centralisée et fondée sur la propriété d'État. L'échec du projet planificateur, comme le prévoyait la critique

autrichienne, repose sur le problème de l'information. S'il est vrai qu'une économie de marché non régulée est socialement indésirable, la thèse de Marx sur la rationalité supérieure d'une planification se substituant au marché était erronée.

Dans le chapitre 6, « Mutation du capitalisme et échec du socialisme », Gérard Duménil et Dominique Lévy analysent les transformations du capitalisme. Ils mettent en évidence les changements intervenus dans les rapports de production capitalistes au début du XX<sup>e</sup> siècle : séparation de la propriété de la gestion et affirmation de la grande entreprise, diminution du contrôle des travailleurs sur les décisions relatives à la production et au procès de travail. Ils voient dans les tensions qui jalonnent l'histoire du capitalisme contemporain l'expression d'une contradiction structurelle entre les intérêts de la finance et ceux des cadres. Quant à la Russie, les bolcheviques y importèrent la nouvelle technique et les rapports de production cadristes du capitalisme avancé. L'arrivée de Staline au pouvoir a éloigné ce pays du « cadre-socialisme boukharinien » pour le projeter vers un « cadrisme étatique autoritaire ».

Dans le chapitre 7, « Le capitalisme au regard de l'autre », Jacques Sapir met l'accent sur les apports de l'analyse du système soviétique aux débats sur la nature du capitalisme. Il présente trois postures méthodologiques, d'intérêt inégal, permettant d'établir une distinction entre capitalisme et socialisme et d'interpréter le processus de développement historique de l'économie capitaliste. L'auteur revient sur certaines institutions spécifiques au système soviétique pour mieux s'interroger sur la notion même d'institutions et sur leur rôle dans les économies capitalistes et socialistes. Il souligne l'importance du problème de la cohérence des institutions entre elles et de leurs effets à différents niveaux (micro, méso, macro) dans l'analyse des systèmes économiques.

Dans le chapitre 8, « Le capitalisme et le socialisme : similitudes et différences », Ramine Motamed-Nejad oppose aux approches antinomiques des deux systèmes l'idée que ces derniers ont en commun le salariat, la monnaie et les rapports marchands. Il insiste sur les distinctions entre capitalisme et socialisme situées aux niveaux de l'entreprise, des modes de financement, de valorisation et de validation, et plus particulièrement pour ce qui concerne la forme dominante d'appropriation du surplus. Décentralisée et privative dans le capitalisme, cette forme est centralisée dans le socialisme : ce sont les entreprises qui effectuent l'appropriation et la redistribution du surplus dans le premier cas, et l'État dans le second.

Dans le chapitre 9, « Capitalisme, logiques sociales et dynamiques transformatrices », Michel Beaud privilégie la notion de « logique sociale » pour rendre intelligibles les formes de société qui se sont succédées dans l'histoire. La logique capitaliste est issue de la logique marchande et de la logique de l'enrichissement personnel. Elle est devenue, au fil du temps, de plus en plus complexe. Sur cette base, l'auteur s'inscrit dans la double filiation de

Marx et de Schumpeter pour définir le capitalisme comme une dynamique transformatrice et auto-transformatrice à l'œuvre de manière incessante. L'étude du capitalisme doit saisir celui-ci dans ses spécificités nationales et en même temps dans sa dimension mondiale. L'auteur analyse alors la mutation en cours du capitalisme vers un capitalisme « technoscientifique » reposant sur la diffusion de nouveaux savoirs scientifiques et techniques à l'origine de nouvelles marchandises complexes.

Dans le chapitre 10, « Les transformations du capitalisme contemporain », Michel Aglietta souligne que la globalisation, la réorientation du progrès technique et l'intensification de la concurrence sur tous les marchés ont contribué à l'éclosion d'un nouveau régime de croissance « patrimonial ». Deux questions fondamentales en découlent : l'éparpillement des statuts du travail associé au rejet de l'insécurité économique sur les salariés et les enjeux sociaux de la gouvernance des entreprises par les investisseurs institutionnels qui collectent l'épargne des ménages dans un contexte de vieillissement de la population. L'auteur insiste également sur la nécessité d'une régulation prudentielle du système monétaire international et des marchés financiers globalisés, afin de contenir l'émergence d'un risque de système.

Bernard Chavance, dans « Le capitalisme et le socialisme comme espèces systémiques : formation, co-évolution, transformation » (chapitre 11), analyse, dans une perspective institutionnelle et évolutionnaire, le capitalisme et le socialisme comme deux espèces d'un même genre, les systèmes monétaires-salariaux. Chaque espèce comprend une variété de systèmes économiques nationaux historiquement datés. La plus grande partie du XX<sup>e</sup> siècle a été marquée par un processus unique de co-évolution des deux espèces systémiques, tant au niveau des économies nationales réelles qu'à celui des perceptions sociales réciproques du socialisme et du capitalisme. Cette co-évolution a accentué les problèmes d'adaptation engendrés par l'accumulation du capital et le développement, tendances immanentes aux systèmes monétaires-salariaux. Le système socialiste n'a pas survécu à long terme faute d'y trouver des solutions viables.

Dans le chapitre 12, « Du socialisme au capitalisme : la signification du "changement de système" », Janos Kornai présente les caractéristiques fondamentales qui distinguent le système socialiste du système capitaliste. Cette grille de lecture permet à l'auteur d'interpréter le changement de système du socialisme au capitalisme (et vice versa), de distinguer le changement systémique du changement non systémique, de mettre en évidence l'existence de systèmes « mixtes » et de manifestations historiques variées de chaque système. Janos Kornai précise également le concept de démocratie et ses liens avec le capitalisme, et distingue trois types de transition post-socialiste sous l'angle politique. Il souligne pour finir les deux résultats majeurs du changement

de système en Europe de l'Est : la possibilité de construire une démocratie et l'efficacité économique associée à l'innovation.

Enfin, dans le chapitre 13, « La contribution des économies post-socialistes à la diversité du capitalisme », Eric Magnin met en parallèle la variété des économies capitalistes occidentales et la diversité renouvelée des économies post-socialistes en Europe centrale et orientale. À partir de l'analyse des trajectoires nationales de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovaquie entre 1990 et 1998, l'auteur met en évidence la formation d'un « capitalisme post-socialiste émergent ». L'héritage du système socialiste et les transformations en cours confèrent à ce dernier sa spécificité. Après une présentation critique des grandes formes idéales-typiques contemporaines de capitalisme, l'auteur discute alors les possibilités d'évolution de ce modèle émergent vers le modèle anglo-saxon ou le capitalisme étatique.

#### REMERCIEMENTS

Le présent ouvrage est issu d'un colloque organisé par le Centre d'Études des Modes d'Industrialisation (CEMI) de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et le Groupe d'Étude sur la Régulation et les Mutations des Économies contemporaines (GERME) de l'Université Paris 7 – Denis Diderot. Il s'est tenu les 19 et 20 juin 1998 à Paris, sous le titre « Évolution et transformation des systèmes économiques : approches comparatives du capitalisme et du socialisme ». Les contributions ont été révisées pour figurer dans le présent ouvrage. La rencontre et le livre qui en sont issus ont bénéficié de l'aide du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie, de la Maison des Sciences de l'Homme et du Département des Sciences Sociales de l'École Normale Supérieure.

Oleg Ananine, Wladimir Andreff, Gérard de Bernis, Jacques Bidet, Robert Boyer, Alain Caillé, Guy Caire, Pierre Dockès, Olivier Favereau, Roger Frydman, Tadeusz Kowalik, Charles-Albert Michalet ont apporté leur contribution à l'organisation et aux débats de la rencontre.

L'organisation matérielle a été assurée grâce à l'aide et à l'énergie de Sonia Ben Ouagram, Mohammed Bensaid, Ioanna Dordea, Anouk Jordan, Petia Koleva, Mathilde Mesnard, Pepita Ould-Ahmed, Liljana Petrovic, Assen Slim, Caroline Vincensini, ainsi que de Dominique Lebleux. Cette dernière a veillé jusqu'au bout à la confection du manuscrit. Que toutes et tous soient ici chaleureusement remerciés.

## Bibliographie

- ALBERT M. (1991), *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil, Paris.
- AUTUME A. D', CARTELIER J. eds. (1995), *L'Économie devient-elle une science dure ?*, Economica, Paris.
- BERGER S, DORE R., eds. (1996), *National Diversity and Global Capitalism*, Cornell University Press, Ithaca.
- BOYER R. (1999), « Le politique à l'ère de la mondialisation et de la finance : le point sur quelques recherches régulationnistes », *L'Année de la régulation*, vol. 3.
- CHAVANCE B. (1998), « Grand-route et chemins de traverse de la transformation post-socialiste », *Economie et Sociétés*, Série F, n°36, Janvier.
- CROUCH C., STREEK W., eds. (1996), *Les capitalismes en Europe*, La Découverte, Paris.
- ECKSTEIN A., ed. (1970), *Comparison of Economic Systems*, University of California Press, Berkeley.
- GROSSMAN G. (1967), *Economic Systems*, Prentice Hall, Englewood Cliffs (NJ).
- HOLESOVSKY V. (1977), *Economic Systems : Analysis and Comparison*, Mc Graw Hill, New York.
- KORNAI J. (1999), « Du socialisme au capitalisme : la signification du changement de système », ce volume.
- KORNAI J. (2000), « Le paradigme systémique », in J. Kornai, *Dilemmes et décisions dans la transformation post-socialiste*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, à paraître.
- LAWSON T. (1997), *Economics and Reality*, Routledge, Londres et New York.
- MAGNIN E. (1999), *Les transformations économiques en Europe de l'Est depuis 1989*, Dunod, Paris.
- MOTAMED-NEJAD R., ed. (1997), *URSS et Russie. Rupture historique et continuité économique*, PUF, Paris.
- NEUBERGER E. (1984), « Systèmes économiques comparés (vue d'ensemble) », in D. Greenwald, éd., *Encyclopédie économique*, Economica, Paris.
- POLANYI K. (1983), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris.
- PRYOR F. (1985), *A Guidebook to the Comparative Study of Economic Systems*, Prentice Hall, Englewood Cliffs (NJ).
- SAPIR J. (1996), *Le chaos russe*, La Découverte, Paris.
- SCHUMPETER J. (1974), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris.
- WARD B. (1972), *What's Wrong with Economics*, Basic Books, New York.